



N° D458 /2022
Domaine : l.l.s

Le Maire de Bois-Colombes, Vice-Président du Département des Hauts-de-Seine ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu le code de la commande publique et notamment son article R2123-1,4° ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 qui donne :

- délégation à Monsieur le Maire pour décider d'intenter au nom de la Commune les actions en justice ou défendre la Commune dans les actions intentées contre elle, pour toutes les affaires communales et devant l'ensemble des juridictions ;
- délégation à Monsieur le Maire pour décider de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

Considérant deux échanges téléphoniques des 9/11/2022 et 14/11/2022 avec maître Sébastien DUGUÉ du cabinet COUDRAY pour l'analyse d'éléments concernant la situation d'un agent pour qui la ville souhaite engager un licenciement ;

DECIDE :

Article 1^{er} : De conseiller la Commune concernant un licenciement.

Article 2 : De confier dans cette affaire la défense des intérêts de la Commune au Cabinet COUDRAY, parc d'affaires Oberthur – 1, rue Raoul Ponchon CS 34442 – 35044 RENNES CEDEX.

Article 3 : De fixer la rémunération du Cabinet COUDRAY à 621 euros T.T.C.

Bois-Colombes, le 1^{er} décembre 2022

Le Maire,
Vice-Président du Département,
des Hauts-de-Seine



Yves RÉVILLON